

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard Hirsch
CS 20105 - CEDEX
95010 Cergy

Cergy, le 16/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GREEN RECUP'

4 rue de l'Ouest
95100 Argenteuil

Références : ud95-2026-207
Code AIOT : 0006505364

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement GREEN RECUP' implanté 2 et 4, rue de l'Ouest 95100 Argenteuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GREEN RECUP'
- 2 et 4, rue de l'Ouest 95100 Argenteuil
- Code AIOT : 0006505364
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GREEN RECUP' exploite sur la commune d'Argenteuil un centre de tri/transit/regroupement de déchets non dangereux issus des activités économiques. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 22 août 2000. Cet arrêté a été complété le 10 août 2005, le 06 juillet 2011, le 30 janvier 2015 et le 16 mai 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR
- Autre
- Déchets
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales d'exploitation	AP Complémentaire du 16/05/2023, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	10 jours
2	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.V.7.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.V.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	10 jours
4	Conception et aménagement des infrastructures	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 7 et Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	10 jours
5	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Présence du plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Îlotage	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9 II	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	Zone d'entreposage tampon	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	Sans objet
12	Petits îlots	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 2 et 9. I	Sans objet
14	Organisation liée au REX	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate de gros manquements de la société GREEN RÉCUPÉRATION aux dispositions qui lui sont applicables. Il est en particulier constaté un entreposage de déchets dans des quantités bien au-delà de celles autorisées par ses arrêtés préfectoraux. Cette situation est aggravée par le fait qu'aucun plan de défense incendie et de procédure visant à prévenir ou lutter contre le risque incendie n'est existante sur le site. Ce site présente donc **un risque important vis-à-vis des intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement.**

De ce fait, l'Inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2023, article 3				
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations classées				
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/08/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 11/11/2025				
Prescription contrôlée : <p>L'installation est aménagée conformément au tableau de classement suivant :</p>				
Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du classement	Régime
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux	Installation de broyage et pressage des papiers/cartons Installation de pressage des plastiques Installation de pressage des polystyrènes	Quantité traitée > 10 t/j	A

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du classement	Régime
		135 t/j (30 000 t/an)		
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Stock amont de papiers/cartons en vrac : 990 m³ Plastiques en vrac : 525 m³ Polystyrène en vrac : 168 m³ Pains de polystyrène : 168 m³ Balles papier/carton au nord de la presse à balle : 1 125 m³ Balles papier/carton en extérieur dans une alvéole couverte : 700 m³ Balles plastiques : 500 m³ au sud du broyeur en plus d'une alvéole couverte de 350 m³ , soit 850 m³ Bois A et Bois B : stock de 150 m³ chacun, soit 300 m³ TOTAL : 4 826 m³	Supérieur ou égal à 1 000 m ³	E
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes	Stock de DAE : 2 alvéoles de 200 m ² soit 600 m³ chacune, soit 1 200 m³ Stock de déchets verts : 700 m³ TOTAL : 1 900 m³	Supérieur ou égal à 1 000 m ³	E
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux	Une benne de 30 m ³ de métaux ferreux et non ferreux, soit 15 m²	Surface > 100 m ² Surface < 1 000 m ²	NC
4734*	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	2 cuves aériennes de Gasoil (7 t) et GNR (10 t) soit 17 t au total	Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	NC
1435	Stations-service	Un poste de distribution Volume distribué : 84 m ³ /an	Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	NC
2930	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	Surface d'atelier inférieure à 2 000 m ²	Supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5 000 m ²	NC

Constats :

L'inspection a débuté directement sur site avec un premier contrôle visuel global des stockages et des déchets présents. Le site est organisé en alvéoles de stockage extérieures, pour certaines couvertes, séparées par des blocs béton en plus ou moins bon état.

À l'avant du site, deux alvéoles permettent le transit/regroupement des déchets d'activités économiques (DAE) en mélange, les autres alvéoles regroupant les déchets triés (papiers, cartons, bois, plastiques, verres). Il dispose également d'un bâtiment à l'intérieur duquel sont stockés les papiers/cartons/plastiques/polystyrène en mélange, triés, puis une fois passé au broyeur, entreposés en balles.

L'Inspection a constaté que la société Green Recupération réalisait du tri/transit/regroupement de déchets non dangereux et des opérations de traitement de déchets non dangereux, détaillés ci-dessous :

Rubrique 2791 :

Il a été constaté la présence d'un broyeur et d'une presse à balles dans le bâtiment. L'exploitant a indiqué que le broyeur est complètement étanche et fermé, ce qui limite les envols de poussières potentiels de la machine.

Interrogé sur les quantités de déchets traités, l'exploitant indique ne pas avoir connaissance à

l'instant T du nombre de déchets traités par sa machine, mais il explique qu'il est possible de le savoir via l'interface du tableau de bord de la machine. Cependant à ce jour aucune information n'a pu être transmise par l'exploitant vis-à-vis de la quantité de déchets traitées par la machine.

Rubrique 2714 :

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de déchets de bois, papiers, cartons, plastiques et polystyrène en mélange, et des déchets de papier, cartons et plastiques triés en balles, dans le bâtiment d'exploitation et dans les zones extérieures dédiées.

La quantité de déchets de plastiques et de cartons, stockés sur le site est nettement plus volumineux que le volume qu'est autorisé à avoir l'exploitant. L'Inspection estime ce volume de déchets à environs 8000 m³, pour un volume autorisé de 4800 m³. **Ceci constitue une non-conformité.**

Considérant que l'ensemble des déchets présents sur le site sont des déchets inflammables avec un pouvoir calorifique importante et que le site entrepose une quantité de déchets dépassant au minimum deux fois le volume autorisé sur le site, l'Inspection estime que le risque d'incendie est important.

Par ailleurs, au vu des conditions d'exploitation actuelles du site, les moyens de lutte contre l'incendie ne sont pas adaptés au volume de déchets stockés actuellement sur le site et qu'aucune procédure de prévention n'a été rédigée par l'exploitant, notamment un Plan de Défense Incendie, l'Inspection considère que l'installation **représente un danger immédiat pour les intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement.**

Rubrique 2716 :

Il a été constaté la présence de deux alvéoles situées à l'entrée du site, permettant le regroupement des déchets d'activités économiques (DAE). C'est déchets sont entreposés sur le site puis triés et envoyés soit dans le bâtiment d'exploitation pour valorisation, soit vers des centres d'enfouissement ou d'incinérations car non valorisables. Lors du contrôle, il a été constaté que le volume de déchets de ces deux alvéoles était nettement supérieur au volume de stockage autorisé(1200 m³). L'Inspection estime le volume entreposé à environ 1600 m³. **Ceci-constitue une non-conformité.**

Rubrique 2713 :

Il a été constaté la présence de déchets métalliques, en quantité importante sur le site. Ces déchets métalliques sont stockés dans une alvéole en mégablocs, proche des locaux sociaux du site. Cette alvéole ne figure pas dans le plan de stockage des installations qui prévoit, pour les déchets relevant de la rubrique 2713, une unique benne. Il a été constaté sur site un volume d'environ 100 m³ de déchets métalliques, ce qui est donc supérieur au volume autorisé par l'arrêté préfectoral de 2023. **Ceci-constitue une non-conformité.**

Rubriques 4734, 1435, 2930 et 2711 :

Il a été constaté la présence de deux cuves, une de gasoil et une de GNR (Gazole Non Routier), ainsi que d'un poste de distribution. Le site dispose également d'un petit atelier de réparation, qui sert aussi de stockage tampon de déchets de canettes en balles ainsi que des D3E stockés dans des bacs. Il a été constaté sur le site, des caisses réparties de part et d'autre du site contenant des D3E, dont le volume cumulé est estimé à 100 m³ environ, ainsi qu'une benne de 30 m³ de déchets de verres.

Le jour de la visite, l'Inspection a demandé un état des stocks du site au moment de la visite, représentatif des quantités qui ont pu être observées. A ce stade aucun document n'a été fourni

par l'exploitant, permettant de lever les doutes sur les quantités de déchets nettement supérieures aux quantités autorisées, observées sur le site au moment du contrôle.

Non-conformité n°1 : Contrairement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2023, l'exploitant ne respecte pas les volumes et quantités de déchets autorisés pour son exploitation, notamment ceux visés aux rubriques 2714, 2716, 2791, 2713.

De ce fait, en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise, de mettre en demeure l'exploitant, de respecter le volume d'activité auquel il est autorisé par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2023, sous un délai de 10 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 10 jours

N° 2 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.V.7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/08/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/11/2025

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités. Il est notamment doté de matériels d'incendie, de traitement, d'épanchement et de fuites (pompes, produits d'absorption, neutralisant) et de masques, pelles, seaux, réserves de matériaux (sable) disponibles sur le site à tout moment. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. (...) Le dispositif de lutte contre l'incendie doit comprendre : (...) - dix RIA répartis sur l'ensemble du site et un RIA DN40 en mousse physique ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel ; (...)

Constats :

La dernière inspection avait mis en évidence les manquements de l'exploitant vis-à-vis de l'accessibilité de ses RIA. Certains étaient alors inaccessibles car obstrués par des déchets entreposés devant.

Lors de la visite du 14/04/2026, il a été constaté par l'Inspection que l'ensemble des RIA étaient accessibles. Les voies d'accès ont été dégagées afin de rendre les équipements de lutte contre l'incendie accessibles en permanence.

S'agissant des poteaux incendie, la vérification du débit fourni par les poteaux incendie à l'extérieur du site n'avait pas été réalisée par l'exploitant. Interrogé sur la vérification du débit fourni en simultané de ces poteaux l'exploitant indique avoir réalisé les démarches auprès des

services compétents, afin de s'assurer du débit fourni en simultané des poteaux incendie. Cependant, rien n'a pu être présenté à l'Inspection le jour de la visite.
En date du 16/04/2026, l'exploitant a transmis un rapport datant de 2024 assurant la conformité des poteaux incendie proche du site provenant d'un rapport de la mairie d'Argenteuil.

S'agissant du RIA DN40 en mousse physique, celui-ci n'est pas présent au sein du site. L'exploitant indique que cet équipement n'est plus nécessaire suite au PAC modificatif qu'il a déposé en 2021, qui a donné lieu à un arrêté préfectoral complémentaire en 2023. Cependant, l'Inspection affirme que les ressources de lutte contre l'incendie non pas été modifiées dans l'arrêté préfectoral de 2023, notamment sont article 3.V.71 . L'exploitant doit donc disposer d'un RIA DN40 comme le stipule réglementairement son arrêté d'autorisation. **Ceci constitue une non-conformité.**

Non-conformité n°2 : Contrairement aux dispositions de l'article 3.V.71 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 août 2000 modifié, relatif à la société GREEN RECUPERATION, l'exploitant ne dispose pas d'un RIA DN40 en mousse physique sur son site.

De ce fait, en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise, de mettre en demeure l'exploitant, de respecter les dispositions techniques de l'article 3.V.71 de l'arrêté d'autorisation du 22 août 2000, sous un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.V.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des aires de stockages des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/08/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 18/08/2025

Prescription contrôlée :

[...]

Les voies de circulation et d'accès sont délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

[...]

Constats :

Au cours de l'inspection, il a été constaté, la présence de nombreux stocks de déchets plastiques, à l'extérieur, au niveau de la façade du bâtiment, alors que cet espace est supposé rester dégagé. Il a aussi été constaté un stock de DEEE derrière le bâtiment en structure préfabriquée qui sert de

bureau à l'entreprise. Des stocks de balles plastiques et de balles de canettes étaient présents également. Ces déchets sont en dehors des zones prévues pour leur stockage, ce qui rend les voies de circulation obstruées et non maintenues dégagées. **Ceci constitue une non-conformité.**

L'exploitant indique réaliser le nettoyage du site tous les jours, aux alentours de 17h00, heure de fermeture du site pour les salariés. Cependant, il explique qu'il peut recevoir des chargements de déchets jusqu'à 21h00.

L'Inspection a constaté sur le site un surstockage très important des déchets de plastiques et de cartons de nature à entraver une éventuelle action des services d'incendie et de secours, ainsi qu'un surstockage de déchets DAE, pouvant être à l'origine de nuisances olfactives.

Il est rappelé que cette non-conformité est persistante depuis plusieurs inspections, dont la première remonte à 2024 et qui aurait dû faire l'objet d'un "porter à connaissance" de la part de l'exploitant pour la mise à jour de son plan de zonage.

Non-conformité n°3 : Contrairement aux dispositions de l'article 3.V.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 août 2000, les voies de circulations du site ne sont pas maintenues dégagées à cause d'un surstockage du site.

En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de :

- respecter les dispositions de l'article 3.V.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 août 2000, sous un délai de 10 jours.

Dans le cas où il souhaiterait ajouter de nouvelles aires de stockages au sein de son site, il appartient à l'exploitant de déposer, avant toute modification, un dossier de porter à connaissance conformément à l'article R. 181-46-II du code de l'environnement, en reprenant notamment, les distances des flux en cas d'incendie de ces stocks avec des propositions d'actions correctives si nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 10 jours

N° 4 : Conception et aménagement des infrastructures

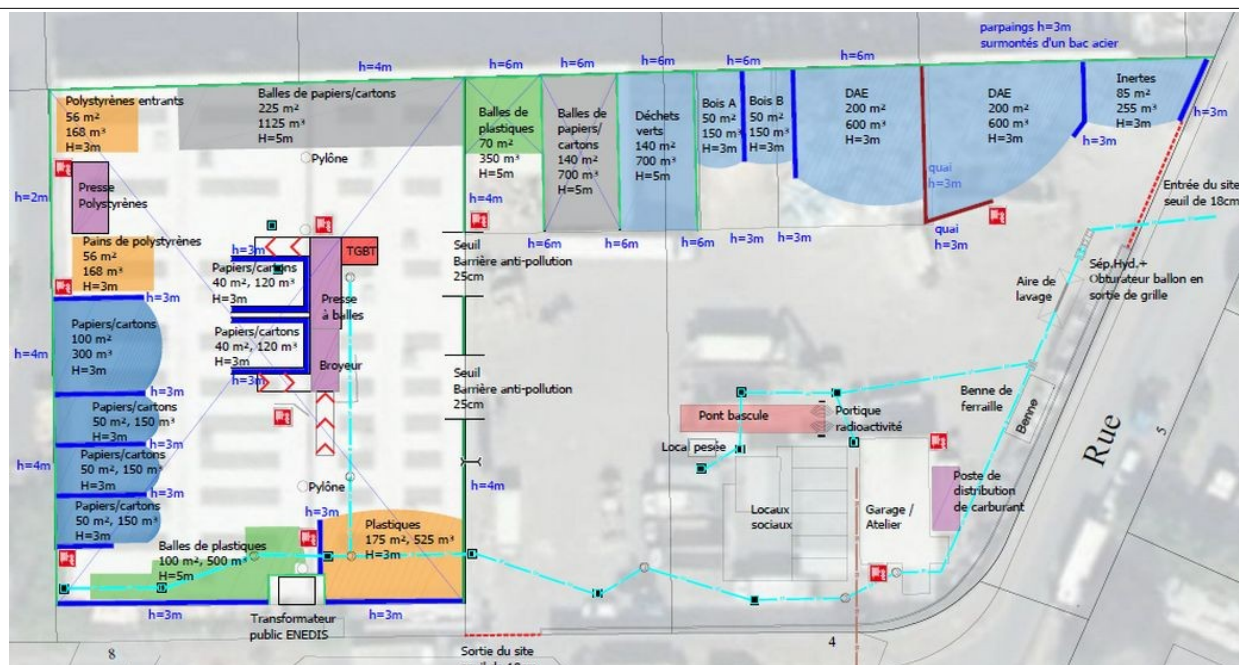
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 7 et Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 2. 1

Thème(s) : Risques accidentels, Conception et aménagement des infrastructures

Prescription contrôlée :

Article 7 – Arrêté préfectoral du 16/05/2023

L'installation est aménagée conformément au plan suivant :



Article 2.1 – Arrêté préfectoral du 22/08/2000

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, exploitées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

Toutes modifications apportées par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciations

Constats :

Sur la base du plan des stockages, l'inspection a réalisé le tour du site afin de vérifier, d'une part, la typologie des déchets et des différents stockages et d'autre part, les conditions d'exploitation.

Au cours de l'inspection, il a été constaté que le site gère de gros volumes de déchets, mais doit faire face à un manque récurrent de place. Des balles de plastiques ont pu être constatées faisant face à la façade extérieure Sud de part et d'autre du bâtiment (cf annexe photo).

Il ressort ainsi les non conformités suivantes :

- La hauteur du tas de DAE en mélange n'est pas respectée. Il a été constaté une hauteur supérieure à 3 m, estimée à 4m50, le jour de la visite.
- l'alvéole B, supposée contenir du bois, contenait le jour de l'inspection des déchets plastiques en balle ;
- l'alvéole supposée contenir des déchets verts contenait des balles de cartons ;
- des déchets métalliques dans une alvéole dédiée et non dans une benne comme inscrit sur le plan ;
- le coin où se situe l'activité de transit ainsi que la presse de polystyrène est très encombrée, forçant l'exploitant à stocker le polystyrène dans la partie dédiée au stockage de balles papier/carton.
- la zone de tri des déchets plastiques et cartons, était en surstockage et mesurait environ 5 mètres de hauteur.

- la hauteur des déchets en balles de papiers, cartons et plastiques était aussi supérieure à la hauteur autorisée, c'est-à-dire environ 5 mètres de haut.

De plus, des bennes contenant des déchets de verres étaient disposées dans le coin Nord du site, à la place d'une benne censée contenir de la ferraille.

Une alvéole de ferraille est quant à elle présente à côté du bâtiment administratif et du pont bascule à un emplacement supposé être libre.

L'ensemble des éléments cités plus haut n'ont fait l'objet d'aucun « porter à la connaissance » de la part de l'exploitant, contrairement de ce que prescrit l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 22/08/2000.

Interrogé sur ces points, l'exploitant a indiqué qu'il allait refaire le plan des zones de stockage avec l'aide d'un bureau d'étude, car ce point persiste depuis plusieurs inspections déjà. L'Inspection rappelle à l'exploitant que toute modification d'exploitation doit faire l'objet d'un "porter à connaissance" envoyé au Préfet ainsi qu'au service de l'inspection des installations classées.

Non-conformité n°4 : Contrairement aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2023 et de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 22/08/2000, l'exploitant ne respecte pas son plan de zonage et les zones de stockages dédiées ainsi que la hauteur réglementaire des tas de déchets stockés.

De ce fait, en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise, de mettre en demeure l'exploitant, de respecter les dispositions techniques de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire 16 mai 2023, sous un délai de 10 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 10 jours

N° 5 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne

arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.

Constats :

L'Inspection a pu constater que l'installation était pourvue de 2 caméras thermiques, une dans le bâtiment d'exploitation et l'autre dirigée vers le tas de déchets DAE de la dalle extérieure. L'exploitant indique que lorsqu'elles détectent une anomalie thermique, elles envoient une alerte via une application installée sur le téléphone de certains responsables du site.

L'exploitant a précisé qu'au niveau du pont bascule, un écran était équipé permettant de visualiser en permanence ce que voient les caméras. Hors des heures d'ouverture, l'application téléphonique permet également de visualiser les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie.

L'exploitant a indiqué que plusieurs personnes pouvaient intervenir sur site, si nécessaire, en moins de 15 minutes hors des heures d'ouverture.

Cependant, au vu du nombre très limité de caméras thermiques, il apparaît que le champ visuel de celles-ci n'est pas en mesure de couvrir l'entièreté du site, outre les angles morts existants.

Ceci constitue une non-conformité.

De plus, il apparaît que la détection des caméras thermiques ne soit pas reliée à une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné, comme le stipule la nouvelle réglementation.

Après vérification par l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, l'arrêté préfectoral du 16/05/2023, prévoyait l'installation de 4 caméras thermiques au sein du site, alors que seulement deux ont été installées par l'exploitant.

Non-conformité n°5 : Contrairement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, relatif aux installations à autorisation de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux, l'exploitant ne respecte pas les prescriptions techniques qui lui sont applicables.

En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, sous un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou

inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;

b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;
- le parcours des rondes et les points d'observation ;
- la formation du personnel concerné ;
- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;
- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

Constats :

L'exploitant a indiqué ne pas réaliser de rondes sur son site. Il indique ne pas avoir encore formalisé cette prescription de la nouvelle réglementation. **Ceci constitue une non-conformité.**

De plus, comme indiqué précédemment, les arrivées de déchets peuvent intervenir jusqu'à 21h00, ce qui impose à l'exploitant de réaliser une rondes deux heures après le dernier arrivage. Il explique que dans ces cas-là, les dispositions logistiques ne le permettent pas.

L'Inspection précise aussi que l'ensemble des rondes effectuées doivent être renseignées dans un registre, indiquant entre autre, les éléments suivants :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;
- le parcours des rondes et les points d'observation ;
- la formation du personnel concerné ;
- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;
- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

De plus, la vidéosurveillance du site n'a pas vocation à remplacer la ronde réalisée par une personne physique.

En date du 16/04/2026, l'exploitant a transmis un registre des rondes ainsi qu'une procédure formalisant les éléments cités ci-dessus.

Non-conformité n°6 : Contrairement aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, l'exploitant ne réalise pas de rondes sur son site.

En application de l'article L171-8 du code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de :

- respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, sous un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Présence du plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Plan de défense contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Interrogé sur la présence d'un Plan de défense incendie dans son installation, l'exploitant indique avoir un plan, mais celui-ci n'est pas conforme aux exigences de l'arrêté ministériel.</p> <p>De plus, pendant le tour du site, l'Inspection a constaté que le plan de défense incendie n'est pas mis à disposition à l'entrée du site. Ceci constitue une non-conformité.</p> <p>Cependant, l'exploitant a transmis un plan de défense incendie en date du 16/04/2026, mais celui-ci s'avère toujours être incomplet. En effet, il manque notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; <p>Non-conformité n°7 : Contrairement aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, l'exploitant ne dispose pas d'un plan de défense incendie conforme aux exigences attendues.</p> <p>En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet</p>

<p>du Val-d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de :</p> <p>- respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, sous un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Maîtrise des sinistres

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est bien dotée de moyens permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. L'ensemble des responsables du site disposent d'un téléphone portable en permanence sur eux.</p> <p>Interrogé sur la réalisation d'exercice de défense contre l'incendie, l'exploitant a indiqué ne pas l'avoir encore fait. Ceci constitue une non-conformité.</p> <p>Il a cependant indiqué avoir formé son personnel au maniement des équipements de lutte contre l'incendie, notamment les RIA. Il a transmis des attestations de formation, à ce titre, après l'inspection.</p> <p>Non-conformité n°8 : Contrairement aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22</p>

décembre 2023, l'exploitant n'a pas réalisé d'exercices de défense incendie, comme l'exige la prescription.

En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, sous un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Îlotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9 II

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

II. - Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.

La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.

La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.

Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.

Les îlots en extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'îlot extérieur considéré, est inférieure à dix m³ de déchets combustibles ou à un m³ de déchets inflammables.

Constats :

L'Inspection a pu constater que les déchets combustibles et inflammables sont bien organisés en îlots séparés par des murs coupe-feu REI 240, selon l'exploitant. Ainsi, le bois A, les déchets de cartons en balles, les déchets de plastiques en balles et les DAE sont disposés en îlots séparés par des murs coupe-feu de part et d'autre de la dalle extérieure du site. Cependant, lors de la visite, il a été constaté que les DAE avait une hauteur de stockage supérieure à la hauteur des murs coupe-feu. **Ceci constitue une non-conformité.**

Dans le bâtiment d'exploitation, l'Inspection a constaté que les déchets de plastiques, de cartons et de polystyrènes étaient séparés en îlots par des murs coupe-feu REI 120, mais que la hauteur des déchets était, là aussi, nettement supérieure à la hauteur des murs coupe-feu. **Ceci constitue une non-conformité.**

Non-conformité n°9 : Contrairement aux dispositions de l'article 9.II de l'arrêté ministériel du 22

décembre 2023, les tas de déchets ont une hauteur supérieure à celle des murs coupe-feu.

En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de :

- respecter les dispositions de l'article 9.II de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, sous un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

Constats :

L'exploitant indique avoir un logiciel interne capable de présenter le suivi des entrées et des sorties de déchets du site. Il explique être capable de sortir un état des stocks quotidien de la quantité de déchets entreposés sur son site, en tonne. Le jour du contrôle, il a été demandé à l'exploitant de nous sortir cet état des stocks, cependant l'exploitant n'a pas été en mesure de le faire.

Aucun état des stocks n'a à ce jour été présenté à l'Inspection, et ceux malgré la quantité importante de déchets stockés sur le site le jour de l'inspection.

De plus, l'exploitant ne dispose pas d'un bilan annuel, indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets. **Ceci constitue une non-conformité.**

Non-conformité n°10 : Contrairement aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter la comptabilité des stocks présents sur son exploitation, et ne dispose pas non plus d'un bilan annuel indiquant la liste des sites destinataires de ses déchets.

En application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, sous un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Stockage des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p> <p>Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. Cette disposition peut être adaptée par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation ne stockait pas de batteries le jour de l'inspection. L'exploitant a néanmoins indiqué que les batteries qu'il pouvait trouver dans une cargaison de déchets de DAE, sont directement identifiées et mises à l'écart, stockées sur une palette.</p> <p>L'exploitant précise que ces événements sont rares. De plus, il a indiqué ne pas recevoir de batteries lithium sur son site.</p> <p>Observation n°1 : Il est rappelé à l'exploitant que les batteries doivent être entreposées dans un conteneur étanche et fermé, conçu de manière à empêcher l'entrée d'eau, et muni de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Petits îlots

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, articles 2 et 9. I
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Petit îlot : zone susceptible de contenir des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à dix m³ si elle est située dans un bâtiment ouvert ou fermé, et à 30 m³ sinon ; - les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur...) ; - la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120. <p>Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent.</p> <p>Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages</p>

extérieurs.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il ne stockait pas les déchets en petits îlots ce qui a pu être constaté lors de la visite du site. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Zone d'entreposage tampon

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12-1
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : Zone d'entreposage tampon du processus de tri. Les zones d'entreposage tampon du processus de tri manuel ou mécanisé se composent de deux types de zones : - les zones d'entreposage temporaire en amont du tri ; - les zones d'entreposage temporaire sous cabine de tri. Toute zone d'entreposage temporaire en amont du tri est d'un volume maximal de 20 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes : - elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ; - elle est munie d'un système d'extinction automatique. Toute zone d'entreposage temporaire sous cabine de tri est d'un volume maximal de 120 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes : - elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ; - elle est munie d'un système d'extinction automatique. Les bâtiments ouverts ou fermés dans lesquels sont situées des zones d'entreposage tampon du processus de tri sont munis d'un système de détection automatique et d'alarme incendie. Les prescriptions du présent article peuvent être adaptées par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.
Constats : L'exploitant a indiqué que sa zone d'entreposage temporaire en amont du tri se situe dans le bâtiment d'exploitation, côté ouest. Lors de la visite, l'Inspection a constaté qu'effectivement cette zone était bien présente à l'endroit indiqué, des salariés de l'entreprise étaient en plein triage (cf annexe 1). Cependant, il apparaît évident que cette zone est d'un volume nettement supérieur aux 20 m3 autorisé par la prescription. L'Inspection estime le volume de cette zone à environ 1000 m3. De plus, au vu du volume conséquent de déchets présents dans cette zone tampon, l'exploitant indique qu'il n'est pas rare que les déchets en attente de tri restent dans la zone après la

fermeture du site.

Il a expliqué qu'au vu des périodes de réception des déchets et du volume réceptionné, il serait très compliqué de vider cette zone chaque soir.

Non-conformité n°11 : Contrairement aux dispositions de l'article 12-1 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, la zone d'entreposage temporaire en amont ne respecte pas le volume maximal autorisé et n'est pas vidée à minima quotidiennement.

En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 12-1 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, sous un délai d'un mois.

En tout état de cause, conformément à l'article R. 181-46-II du code de l'environnement, l'exploitant a également la possibilité de déposer un "porter à connaissance" demandant la modification de la prescription s'il juge que celle-ci est inadaptée au fonctionnement de son installation, avec tous les éléments d'appréciation et de justification de cette éventuelle demande.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Organisation liée au REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du REX

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir connu d'incident ou d'accident sur son installation. L'Inspection a rappelé à l'exploitant qu'il était réglementairement tenu d'informer les services de l'inspection des installations classées en cas d'accident ou d'incident sur son site. De plus, l'Inspection lui a indiqué que, désormais, il convenait de déclarer les incidents et accidents via le site servicepublic.fr.

De plus, il est rappelé à l'exploitant que la notification d'un accident sur son site doit faire l'objet en plus de la déclaration, d'un document de retour d'expérience, précisant, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite